

Renseignor

Le Renseignement ouvert par la radio

N°1273 le 26 mars 2023

Dans ce numéro

Selon *The Times* un satellite de la CIA serait utilisé par les forces ukrainiennes afin d'identifier des cibles russes...

(Page 2)

P'yongyang annonce avoir tiré un missile équipé d'une ogive simulant une charge nucléaire...

(Page 3)

P'yongyang annonce avoir testé un drone sous-marin d'attaque nucléaire...

(Page 4)

Taiwan s'entraîne à mettre en œuvre une force de combat interarmées...

(Page 5)

À Bruxelles, un accord de l'Union européenne prévoit la mise en route concrète de l'économie de guerre...

(Page 6)

La Russie en passe de déployer des armes nucléaires tactiques en Biélorussie...

(Page 7)

FORMULATION DES ARTICLES

Les textes sont des relevés d'écoute radio ; la formulation est donc celle du média cité.

Nous ne corrigeons que quelques fautes mineures de langue française. Les titres, par contre, sont de la rédaction.

Le dernier missile balistique tiré par la Corée du Nord l'aurait été depuis une installation souterraine...

Selon un expert sud-coréen, le missile balistique tiré dimanche par P'yongyang a probablement été lancé depuis une installation souterraine, et non une rampe de lancement mobile. Il précise que les photos diffusées par les médias nord-coréens montrent deux colonnes de fumée s'élevant dans le ciel en forme de V, caractéristique des lancements souterrains. Pour l'expert, qui s'exprime de façon anonyme, P'yongyang pourrait à l'avenir tester des missiles de taille plus importante, notamment le *Hwasong-17*, un ICBM, à partir de silos souterrains. En novembre 2022, les médias nord-coréens ont rapporté que le dirigeant du pays, Kim Jong-un, avait mentionné la préparation d'une rampe de lancement souterraine dans le cadre du développement du *Hwasong-17*. Les missiles lancés à partir de silos souterrains seraient plus difficiles à détecter. Pour les analystes, la Corée du Nord semble vouloir montrer qu'elle dispose de plusieurs méthodes pour effectuer des lancements de missiles.

(Radio Japon international, le 20-03-2023)

Fin de l'exercice militaire international *Bouclier slovaque*...

Au sein du centre militaire de Lest a débuté la phase finale de l'exercice international *Bouclier slovaque*. Le ministre de la Défense par intérim Jaroslav Nad a informé que le plus grand exercice militaire international organisé sur le territoire slovaque avait mobilisé plus de 2 000 militaires venus de sept pays européens : Slovaquie, République tchèque, Hongrie, Pologne, Allemagne, Slovénie et États-Unis.

(Radio Slovaquie internationale, le 22-03-2023)

Les députés tchèques se voient interdire l'utilisation de *TikTok*...

L'administration du Parlement tchèque a interdit à ses employés d'utiliser l'application chinoise *TikTok* sur tous ses appareils pour des raisons de cybersécurité. Il leur a également été recommandé de désinstaller l'application de leurs appareils privés. Cette demande concerne tout particulièrement les députés et leurs assistants. Le Bureau national pour la cybersécurité et la sécurité de l'information (NUKIB) a lancé un avertissement contre l'installation et l'utilisation de l'application *TikTok* sur des appareils ayant accès à des systèmes d'infrastructures d'information critiques, ainsi qu'à d'autres systèmes d'information importants. Selon le bureau, cette plateforme très populaire de vidéos courtes et virales présente un risque pour la sécurité du pays. « L'administration de la Chambre des députés prend l'avertissement du NUKIB très au sérieux, c'est pourquoi nous avons décidé de prendre des mesures pour empêcher l'utilisation de l'application *TikTok* sur le système d'information de la Chambre » a fait savoir le directeur de l'administration.

(Radio Prague internationale, le 23-03-2023)

Séoul annonce avoir pris des mesures permettant la normalisation de son accord de partage de renseignements militaires avec le Japon...

La Corée du Sud a pris les deux mesures nécessaires pour la normalisation pure et simple de son accord de partage de renseignements militaires avec le Japon, connu sous le nom de GSOMIA. Ce mardi, son ministère des Affaires étrangères a informé Tokyo de sa décision de retirer les deux lettres officielles par lesquelles le précédent gouvernement, celui de Moon Jae-in, a rompu l'accord, avant d'y revenir pour annoncer une suspension sous conditions de sa date butoir. C'était en 2019. Cette année-là, Tokyo a renforcé le contrôle de ses exportations vers le Pays du matin clair des produits indispensables à la fabrication de microprocesseurs, et a supprimé Séoul de sa liste blanche de partenaires de confiance, en représailles au verdict rendu par la justice sud-coréenne. Celle-ci avait condamné en 2018 deux conglomérats nippons à indemniser leurs anciens ouvriers sud-coréens contraints de travailler dans leurs usines du temps de la colonisation. En réponse à ces mesures, la Corée du Sud avait décidé de sortir du GSOMIA avant d'y revenir pour accorder un sursis. Depuis, le traité continue de fonctionner sur la forme, mais il reste plus ou moins incertain sur le fond. La décision sud-coréenne s'inscrit dans le cadre des engagements pris lors du sommet entre Yoon Suk-yeol et Fumio Kishida la semaine dernière.

(KBS World Radio, le 21-03-2023)

Visite du président sud-coréen au siège du Commandement du contre-espionnage de la défense...

Fait rarissime, le président de la République a visité hier les sièges du Commandement du contre-espionnage de la défense (DCC) et celui des cyberopérations (COC). Objectif de ces déplacements : se faire briefer sur leurs projets principaux de l'année. À cette occasion, Yoon Suk-yeol a demandé au DCC d'accomplir sincèrement sa mission de protéger la liberté, de défendre le pays et de contrecarrer les activités d'espionnage. Pour le chef de l'État, le commandement est en train de retrouver son rôle d'origine depuis le changement de son appellation en novembre dernier. Le dirigeant a également souligné la nécessité d'établir une forte posture de sécurité militaire afin de faire de l'armée sud-coréenne une puissance stratégique en matière de sciences et technologies, et de prévenir pour cela les fuites des procédés clés des entreprises d'armement du pays. Au siège du COC aussi, le président Yoon a tenu à mettre en valeur son rôle. En effet, il a affirmé que la mission du commandement était plus importante que jamais pour lutter, de manière efficace, contre toute cybermenace. Il a d'emblée demandé à ses membres de faire face dorénavant aux cyberattaques de façon préventive et active. C'est la première fois en 31 ans qu'un président de la République s'est rendu en personne au DCC. Et le commandement des cyberopérations ne lui a jamais exposé ses projets au sein de son propre siège.

(KBS World Radio, le 23-03-2023)

Selon *The Times*, un satellite de la CIA serait utilisé par les forces ukrainiennes afin d'identifier des cibles russes...

« Un satellite appartenant à la CIA a informé les forces spéciales ukrainiennes de cibles potentielles appartenant à la Russie, qui mène une opération militaire spéciale dans l'ex-république soviétique » précise *The Times*. « Les données sont utilisées pour lancer des attaques de drones contre des militaires russes » a déclaré un commandant d'unité ukrainien. « Les soldats du groupe d'opérations spéciales ukrainien *Thor* utilisent les données satellitaires fournies par la CIA pour choisir des cibles lorsqu'ils effectuent des frappes de drones contre les forces russes » a déclaré le commandant au *Times*. Le groupe de vingt-sept hommes qui est officiellement une unité d'opérations spéciales de la police, fonctionne indépendamment de l'armée ukrainienne et travaille en étroite collaboration avec le service de renseignement militaire du pays, le GUR, qui leur fournit des munitions et des renseignements. Selon le *Times*, l'unité a une liberté totale pour sélectionner ses missions, où se stationner et quand combattre. Le commandant de l'unité appelé aussi apparemment Thor, affirme qu'il utilise une application spéciale sur une tablette synchronisée avec un satellite de la CIA pour sélectionner des cibles potentielles à frapper.

(Press TV, le 24-03-2023)

En Chine, arrestation d'un ressortissant japonais soupçonné d'espionnage...

Un Japonais d'une cinquantaine d'années a été arrêté à Pékin. Selon des sources gouvernementales nippones, l'homme a été arrêté au début du mois par les autorités chinoises chargées de la sécurité. Il

aurait prétendument enfreint la législation du pays. Les détails restent flous, mais ce cadre d'une entreprise japonaise aurait été arrêté pour espionnage présumé. L'ambassade du Japon à Pékin a demandé l'autorisation de s'entretenir avec l'homme et recueille également des informations sur les raisons de son arrestation. Au moins dix-sept ressortissants japonais, dont le quinquagénaire en question, ont été arrêtés en Chine depuis 2015 pour des soupçons d'espionnage, entre autres activités, soit un an après l'entrée en vigueur d'une loi contre l'espionnage.

(Radio Japon international, le 26-03-2023)

... MILITAIRE ...

P'yongyang annonce avoir tiré un missile équipé d'une ogive simulant une charge nucléaire...

La Corée du Nord a déclaré avoir tiré un missile équipé d'une ogive d'essai simulant une charge nucléaire dans le cadre d'un exercice de deux jours au cours du week-end, démontrant ainsi la puissance de feu du pays et sa volonté de répondre à toute action imprudente dans le cadre d'exercices militaires conjoints sur la péninsule menés par les forces sud-coréennes et américaines. « Il est pratiquement impossible de dissuader une guerre par le simple fait que notre pays possède des armes nucléaires » a déclaré dimanche le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un, cité par l'agence de presse officielle *KCNA*. « Ce n'est que lorsque le Nord sera entièrement équipé d'un dispositif d'attaque nucléaire qu'il pourra mener à bien son importante mission stratégique de dissuasion de la guerre. Kim a assisté au lancement du missile dimanche matin avec sa fille Ju-ae. *KCNA* a qualifié l'exercice d'entraînement tactique complet et virtuel à la contre-attaque nucléaire. Le premier jour de l'exercice, samedi, comprenait des tests sur la fiabilité du système de commandement, de gestion, de contrôle et d'opération des forces nucléaires tactiques. Ces capacités ont été testées dans diverses situations d'urgence hypothétiques, a ajouté *KCNA*, « en pratiquant l'ordre d'action pour passer rapidement à une attaque nucléaire tout en inspectant la précision de l'ordre d'attaque nucléaire et les procédures de réception, l'ordre de manipulation des armes nucléaires et les procédures d'opération conformément aux divers plans d'attaque nucléaire d'un point de vue de sécurité stricte ». Le missile balistique était équipé d'une fausse ogive nucléaire et a été lancé depuis la province de Pyongan. Il aurait parcouru 800 kilomètres avant d'exploser avec précision à 800 mètres au-dessus de sa cible, au large de la côte est de la péninsule. *KCNA* a noté que le test avait été effectué dans une situation tendue, avec des exercices à grande échelle menés par Séoul et Washington.

(Press TV, le 20-03-2023)

Nouveaux tirs de missiles de croisière nord-coréens en direction de la mer de l'Est...

P'yongyang a tiré aujourd'hui plusieurs missiles de croisière depuis Hamheung, dans la province de Hamgyung du Nord, en direction de la mer de l'Est qui sépare les deux Corées et le Japon. Tout en suivant de près ce qui se passe au nord du 38e parallèle, l'armée sud-coréenne est en train d'analyser la nature de ces engins que certains présumant être des missiles de croisière stratégiques de longue portée qui ressemblent aux missiles *Tomahawk*. Cette nouvelle bravade du régime de Kim Jong-un survient seulement trois jours après le tir d'un SRBM, un missile balistique à courte portée. Cette provocation militaire serait toujours en signe de protestation aux manœuvres combinées Corée-USA, *Freedom Shield*, qui doivent s'achever demain.

(KBS World Radio, le 22-03-2023)

La Corée du Nord continue de montrer les muscles. L'état-major interarmées sud-coréen (JCS) a annoncé hier avoir détecté plusieurs missiles de croisière tirés vers la mer de l'Est depuis la côte de Hungnam, dans la province de Hamgyong du Sud, dans le centre-est du territoire. Les lancements ont commencé à 10h15. Leur nature détaillée et la distance parcourue sont en cours d'analyse. La démonstration de force de mercredi est intervenue trois jours seulement après que P'yongyang ait testé un projectile balistique de courte portée, alors depuis les environs de Tongchang-ri dans le nord-ouest du pays. Le régime de Kim Jong-un poursuit ainsi ses provocations militaires en direction de la Corée du Sud et des États-Unis, qui doivent conclure aujourd'hui leurs exercices conjoints les plus importants depuis cinq ans, *Freedom Shield*. À noter que les missiles de croisière sont difficiles à repérer avec des radars, puisqu'ils peuvent voler à une altitude plus basse que les engins balistiques et changer librement leur direction de vol. Selon l'armée sud-coréenne, les projectiles tirés hier auraient volé pendant plus de deux heures et seraient des missiles de croisière stratégiques de longue portée, considérés comme des *Tomahawk* nord-coréens. Il s'agissait en tout cas de la quatrième bravade de

l'État communiste depuis le début des manœuvres sud-coréano-américaines, le 13 mars. Ces dix derniers jours, il a lancé des missiles de courte et longue portée et d'autres de croisière. Le JCS a assuré que Séoul et Washington maintiendraient une posture de défense commune et solide.
(KBS World Radio, le 23-03-2023)

P'yongyang annonce avoir testé un drone sous-marin d'attaque nucléaire...

La Corée du Nord a affirmé vendredi avoir testé un drone d'attaque nucléaire sous-marin capable de déclencher un tsunami radioactif tout en accusant les exercices militaires américano-sud-coréens d'être à l'origine de la détérioration de la sécurité régionale. P'yongyang a procédé cette semaine à ses propres manœuvres, notamment au test d'un nouveau système sous-marin de lancement de missiles nucléaires, a annoncé vendredi l'agence d'État nord-coréenne.
(La voix de l'Amérique, le 24-03-2023)

La Corée du Nord aurait testé une nouvelle arme qu'elle avait commencé à développer il y a onze ans. Il s'agirait d'un drone sous-marin d'attaque nucléaire. En effet, son agence de presse officielle *KCNA* a rapporté aujourd'hui que la commission militaire centrale du Parti des travailleurs avait procédé, de mardi à jeudi, à des essais d'un nouveau système d'arme d'attaque sous-marine au large de la province du Hamgyong du Sud dans le centre-est du territoire. Le média d'État a précisé que le drone, déployé mardi près du comté de Riwon, avait navigué pendant 59 heures et 12 minutes à une profondeur de 80 à 150 mètres avant d'atteindre hier après-midi sa cible, située dans le secteur de la baie de Hongwon. Avant d'ajouter que son ogive d'essai a alors explosé et que les résultats ont permis de vérifier ses capacités de frappe. L'agence a présenté ce nouveau système d'armement comme une « arme secrète », testée à une cinquantaine de reprises ces deux dernières années. La *KCNA* a également rapporté que le régime de Kim Jong-un avait lancé, mercredi, quatre missiles de croisière stratégiques : deux de type *Hwasal-1* et deux autres de modèle *Hwasal-2*, tous équipés de têtes nucléaires factices. Selon elle, ces engins ont frappé avec précision leurs cibles dans la mer de l'Est après avoir volé 1 500 à 1 800 kilomètres en suivant une trajectoire en forme du chiffre huit ou du contour d'un œuf. Ce même jour, l'armée sud-coréenne a effectivement annoncé avoir détecté quatre missiles de croisière lancés depuis la côte de Hungnam, dans la province de Hamgyong du Sud.
(KBS World Radio, le 24-03-2023)

Début des exercices de débarquement conjoints sud-coréano-américains Ssangyong...

La Corée du Sud et les États-Unis ont lancé aujourd'hui leur exercice de débarquement amphibie à grande échelle à Pohang dans la province de Gyeongsang du Nord, et ce jusqu'au 3 avril. Cette manœuvre intitulée *Ssangyong* se déroulera dans le cadre de *Warrior Shield*, mené parallèlement à leurs exercices militaires conjoints *Freedom Shield*. Après cinq ans d'absence, elle a fait son retour avec une ampleur plus importante en mobilisant davantage de soldats. Son but est de renforcer la préparation au combat et l'interopérabilité de l'alliance sud-coréano-américaine. Une trentaine de vaisseaux seraient déployés à cette occasion, y compris le navire d'assaut amphibie sud-coréen *ROKS Dokdo* et celui américain *USS Makin Island*. Quelque 70 aéronefs, dont des avions de chasse F-35 et des hélicoptères d'attaque AH-64 *Apache*, ainsi que 50 véhicules d'assaut amphibies KAAV seraient également utilisés. De plus, pour cette édition, une quarantaine de membres d'un escadron de la Royal Navy britannique participent à l'exercice pour la première fois.
(KBS World Radio, le 20-03-2023)

Les vaisseaux sud-coréens et américains ont effectué mardi un exercice de convoi de leurs troupes ayant participé au débarquement. À en croire la marine sud-coréenne, la manœuvre s'est déroulée dans la mer de l'Est, au large de Pohang plus exactement, et une dizaine de navires y ont été mobilisés. Il s'agissait de déplacer les vaisseaux de débarquement vers la zone d'opération sous leur escorte. Cet entraînement s'inscrit dans le cadre de l'exercice combiné de débarquement amphibie *Ssangyong* que Séoul et Washington organisent actuellement. Les images rendues publiques montrent notamment que deux navires d'assaut amphibie sud-coréens, le *Dokdo* et le *Marado*, et celui de la marine américaine *Makin Island* se dirigent vers le site de leurs opérations sous la protection des vaisseaux d'escorte. Sachez que l'*USS Makin Island* est capable de transporter jusqu'à 2 800 militaires et 20 chasseurs furtifs F-35B. D'où son surnom « le petit porte-avions ».
(KBS World Radio, le 22-03-2023)

Taïwan s'entraîne à mettre en œuvre une force de combat interarmées...

En réponse à la menace posée par la Chine, les unités de l'armée de l'air, les brigades anti-sous-marines et de recherche de combat de la marine organisent un « exercice de plan de combat conjoint », à partir d'aujourd'hui et jusqu'au 23. Les 1ère, 2e, 3e, 5e et 6e escadres de l'armée de l'air, la brigade anti-sous-marine de la marine et la brigade de combat et de recherche de la marine participent à cet entraînement, avec des avions de chasse F-16V, Mirage 2000-5, IDF, les avions de patrouille anti-sous-marine P-3C, ainsi que les hélicoptères anti-sous-marins S-70C et les drones de la marine. L'exercice vise à familiariser les soldats et les troupes avec la situation actuelle et les limites de leurs capacités, et à mettre en œuvre une force de combat interarmées.

(Radio Taïwan international, le 20-03-2023)

Taïwan a organisé des exercices dont l'objectif était de repousser les débarquements de forces ennemies, alors que la présence militaire chinoise se fait de plus en plus marquer. Ces exercices anti-débarquement ont eu lieu jeudi près d'un port de pêche de la ville de Taoyuan, dans le nord du pays, qui fait face au détroit de Taïwan. Le navire de débarquement d'un ennemi fictif s'est approché de la côte et les soldats ont débarqué sur une plage à bord de véhicules amphibies. Le scénario des exercices supposait que les troupes ennemies étaient parvenues à franchir les défenses de Taïwan et avaient pénétré dans une zone urbaine. Des chars et des véhicules blindés ont été mobilisés pour encercler et repousser les troupes. Aucune munition réelle n'a été utilisée. Il s'agissait de soulager les soldats blessés et de confirmer le processus de réparation d'urgence des véhicules. Ces exercices se sont déroulés à une trentaine de kilomètres du centre de Taipei, où est situé le bureau présidentiel, et à seulement trois kilomètres de l'aéroport international de Taoyuan. Il s'agirait d'un des principaux sites de débarquement en cas d'invasion militaire chinoise.

(Radio Japon international, le 23-03-2023)

Aux Philippines, la rénovation de la piste de la base aérienne de Basa financée par les États-Unis...

Des travaux de rénovation de la piste d'atterrissage d'une base aérienne aux Philippines ont commencé, dans le cadre d'un accord de coopération avec les États-Unis en matière de défense. La réfection de la piste de la base aérienne de Basa, qui fait 2 800 mètres de long, est financée par les États-Unis. Le coût du projet représente 80% des fonds alloués aux cinq bases militaires concernées par l'accord. Signé en 2014, ce pacte donne aux forces américaines l'accès à cinq bases situées aux Philippines, à condition que les États-Unis prennent à leur charge les coûts de préparation des infrastructures. La mise en application de l'accord a été retardée, car les relations entre les deux pays s'étaient dégradées pendant le mandat de l'ancien président philippin Rodrigo Duterte. Lors d'une cérémonie marquant le début des travaux lundi, le chef de la Défense des Philippines, Carlito Galvez, a déclaré que l'accord allait être enfin appliqué de façon complète avec presque huit ans de retard. Il dit aussi souhaiter que Washington s'implique dans davantage de projets dans son pays. L'augmentation du nombre de bases aériennes à la disposition des forces américaines devrait renforcer la dissuasion contre une possible offensive chinoise visant Taïwan.

(Radio Japon international, le 21-03-2023)

La Chine annonce avoir repoussé un bâtiment de guerre américain ayant pénétré illégalement dans une zone qu'elle contrôle...

L'armée chinoise a annoncé avoir surveillé et chassé un navire de guerre américain qui avait pénétré illégalement dans les eaux de la mer de Chine méridionale. L'armée a déclaré jeudi que le destroyer lance-missiles américain *Milius* avait pénétré illégalement dans les eaux territoriales chinoises autour des îles Paracel. « Les forces chinoises garderont un état d'alerte élevé en permanence et prendront toutes les mesures nécessaires pour sauvegarder résolument la souveraineté et la sécurité nationales, ainsi que la paix et la stabilité en mer de Chine méridionale » a déclaré Tian Junli, porte-parole du commandement de la force de Chine méridionale. L'incident est survenu dans un contexte de tensions croissantes dans la région, avec l'intensification des activités militaires de Washington dans la région Asie-Pacifique. La marine américaine a démenti la déclaration de l'armée chinoise affirmant avoir chassé le destroyer américain. « L'*USS Milius* mène des opérations de routine en mer de Chine méridionale et n'a pas été expulsé. Les États-Unis continueront de voler, de naviguer et d'opérer là où le droit international le permet » indique un communiqué de la VIIe Flotte de l'US Navy.

(Press TV, le 23-03-2023)

À Bruxelles, un accord de l'Union européenne prévoit la mise en route concrète de l'économie de guerre...

L'Union européenne va livrer des munitions en masse à Kiev mais elle va aussi en acheter et en produire afin de refaire ses propres stocks. C'est le résultat d'un accord des ministres de la Défense et des Affaires étrangères réunis ensemble ce lundi à Bruxelles. C'est la mise en route concrète de l'économie de guerre désormais préconisée par la Commission européenne. Le premier volet de la réponse aux besoins militaires urgents de l'Ukraine c'est la livraison de munitions, en particulier les obus d'artillerie de 155mm, mais aussi des munitions pour la défense antiaérienne. Un milliard d'euros mis sur le table pour rembourser les États de l'UE des munitions de ce type qu'ils auront pu livrer à l'Ukraine d'ici le 31 mai. Avec un taux de remboursement d'environ 50% il s'agira donc de lui livrer des munitions pour une valeur de deux milliards d'euros d'ici le 31 mai. Par ailleurs, sur douze mois l'union se fixe l'objectif de fournir un million d'obus à l'Ukraine. Le deuxième volet ce sont des achats conjoints. Un autre milliard d'euros sera mis sur la table pour des contrats passés en commun par des groupes de pays en vue d'aider l'Ukraine. Ces contrats devront être signés d'ici fin septembre via l'agence de défense de l'UE auprès de l'industrie européenne. Le troisième volet c'est la relance à long terme de la production. Les industriels européens devront recevoir la garantie que les contrats vont se multiplier.
(Radio Vatican, le 21-03-2023)

Le commissaire européen au marché intérieur Thierry Breton est de passage en Tchéquie ce mercredi pour observer les capacités de production d'armement du pays. Cette visite s'inscrit dans une tournée plus large des États membres de l'UE ayant le potentiel d'augmenter leur capacité de production de munitions. Thierry Breton devrait discuter des besoins de certaines entreprises actives dans la production de matériel militaire et se rendra également en Slovaquie voisine. En début de semaine, les ministres des Affaires étrangères et de la Défense de l'UE et de la Norvège ont convenu de fournir un million d'obus d'artillerie à l'Ukraine en l'espace d'un an, pour un coût total de deux milliards d'euros. Ce plan prévoit la répartition des capacités actuelles des États membres en matière de munitions - dix-sept États membres, dont la République tchèque, y ont adhéré à ce jour - des commandes conjointes de nouvelles munitions auprès d'entreprises de l'UE et de la Norvège, ainsi que le renforcement des capacités de l'industrie de la défense.
(Radio Prague international, le 22-03-2023)

La République slovaque soutient pleinement l'initiative européenne de livraison accélérée et d'achat conjoint de munitions pour l'Ukraine. C'est ce qu'a rappelé le ministre Nad à l'issue de son entrevue avec le commissaire européen Thierry Breton. Elle comprend également des mesures visant à augmenter la capacité de production de l'industrie de défense européenne. C'est ce qu'a déclaré le ministre de la Défense nommé par intérim Jaroslav Nad à l'issue de son entrevue mercredi avec le commissaire européen au marché intérieur de l'Union européenne Thierry Breton. La rencontre s'est déroulée dans les locaux de la société d'armement ZVS Holding à Dubnica nad Vahom. Et le ministre d'assurer : « Notre industrie de défense est prête à contribuer à cet effort ; de même, l'UE a les outils pour motiver l'industrie à augmenter la production. Nous parlons de la nécessité d'un investissement important » a-t-il souligné. Selon lui, cette étape pourrait créer des dizaines de nouveaux emplois dans la foulée. La délégation a discuté d'options spécifiques pour augmenter la production de munitions d'artillerie destinées à l'Ukraine. « Lors de la visite à l'usine de Dubnica, le commissaire européen s'est familiarisé avec l'état des capacités de production de l'industrie de défense slovaque et les besoins de son expansion » a expliqué la porte-parole du ministère.
(Radio Slovaquie internationale, le 23-03-2023)

Londres envisagerait de fournir à l'Ukraine des munitions à l'uranium appauvri...

Mardi, la ministre d'État britannique à la Défense, Annabel Goldie, a déclaré que Londres fournirait à Kiev des obus perforants pour ses chars de combat *Challenger 2*, y compris des munitions à l'uranium appauvri. « Le projet britannique de livrer des projectiles à l'uranium appauvri à l'Ukraine est la dernière provocation en date de Londres » a déclaré à *Sputnik* la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova. « Il s'agit d'une imprudence, d'une irresponsabilité et d'une impunité absolues de la part des Anglo-Saxons, du duo anglo-saxon, principalement Londres et Washington, dans les affaires internationales. Il s'agit d'une nouvelle provocation britannique, qui vise à ramener la situation autour de l'Ukraine dans un nouveau cycle d'agression, de conflit et de confrontation, et à lui

donner une dimension qualitativement différente » a déclaré Mme Zakharova. La diplomate russe a également souligné qu'Annabel MacNicoll Goldie, membre de la Chambre des Lords britannique, n'était pas pleinement consciente des conséquences de l'utilisation d'obus à l'uranium appauvri. « Je ne suis pas sûr que la Britannique qui a fait cette déclaration soit pleinement consciente des conséquences de l'utilisation de ces armes. Non seulement sur les personnes contre lesquelles elles sont utilisées et sur celles qui se trouvent dans la zone touchée, mais aussi sur les générations futures qui vivront sur cette terre. Ce composant est également nocif pour ceux qui utilisent également cette arme » a déclaré Mme Zakharova.

(Press TV, le 22-03-2023)

La Russie en passe de déployer des armes nucléaires tactiques en Biélorussie...

Le président russe Vladimir Poutine déclare s'être mis d'accord avec son homologue biélorusse Alexandre Loukachenko pour déployer des armes nucléaires tactiques en Biélorussie. Dans une interview accordée aux médias d'État russes et publiée samedi, M. Poutine a déclaré que M. Loukachenko soulevait depuis longtemps la question des armes nucléaires tactiques dans son pays. M. Poutine a observé que les États-Unis déployaient leurs armes nucléaires tactiques sur le territoire des pays alliés de l'OTAN. Il a indiqué que la Russie et la Biélorussie avaient accepté de faire de même, en insistant sur le fait que ce déploiement ne violera pas leurs obligations internationales en matière de non-prolifération nucléaire. Le président russe a précisé que les systèmes de missiles tactiques *Iskander* avaient été transférés en Biélorussie et que les avions de l'armée de l'air biélorusse pouvaient être utilisés pour lancer des armes nucléaires. Il a ajouté que la Russie prévoyait d'achever la construction d'une installation de stockage d'armes nucléaires tactiques en Biélorussie, d'ici le 1er juillet.

(Radio Japon international, le 26-03-2023)

Les quatre premiers Mig-29 slovaques livrés à l'Ukraine...

Les quatre premiers avions de chasse MiG-29, sur les treize annoncés par le gouvernement la semaine dernière, sont déjà en Ukraine. Le transfert a été effectué par des pilotes ukrainiens avec l'aide de l'armée de l'air slovaque, du personnel ukrainien et d'autres éléments qui ont assuré la sécurité et la documentation nécessaire. Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a remercié hier la Slovaquie et la Pologne pour la livraison d'avions de chasse.

(Radio Slovaquie internationale, le 24-03-2023)

Plus de douze millions de dollars de drones auraient été livrés à la Russie par la Chine...

La Chine a expédié pour plus de douze millions de dollars de drones à la Russie depuis qu'elle a envahi l'Ukraine, ce qui témoigne d'une collaboration discrète entre les deux pays, a rapporté le journal américain *New York Times*. Au total, près de soixante-dix exportateurs chinois ont vendu vingt-six marques distinctes de drones chinois à la Russie depuis l'invasion. Selon le média, les livraisons, un mélange de produits de DJI, le fabricant de drones le plus connu au monde, et d'une série de sociétés moins importantes, sont souvent passées par des intermédiaires et des exportateurs de petite taille. « La complexité des circuits de vente et les descriptions vagues des produits dans les données d'exportation ne permettent pas non plus de déterminer avec certitude si les produits chinois contiennent des composants américains, ce qui pourrait constituer une violation des contrôles américains à l'exportation. Et les ventes officielles ne sont probablement qu'une partie d'un flux plus important de technologies passant par des canaux non officiels et d'autres nations amies de la Russie, comme le Kazakhstan, le Pakistan et la Biélorussie » explique l'article. Le département américain du commerce a ajouté DJI à une liste noire en 2020 qui empêche les entreprises américaines de vendre des technologies sans autorisation. La mesure a peu affecté la domination de DJI dans l'industrie, et les produits de l'entreprise ont représenté près de la moitié des expéditions de drones chinois vers la Russie, selon les données des douanes. Une partie d'entre eux a été vendue directement par DJI, via iFlight Technology, une filiale de DJI. La deuxième marque la plus vendue est Autel, un fabricant chinois de drones ayant des filiales aux États-Unis, en Allemagne et en Italie. Les exportateurs ont vendu près de deux millions de dollars de ses drones, le dernier lot ayant été expédié en février 2023. Sur son site web, l'entreprise annonce des ventes aux forces de police des États-Unis. Un porte-parole de DJI a déclaré que la société n'avait trouvé aucune trace de ventes directes à la Russie depuis le 16 avril 2022 et qu'elle enquêterait sur d'autres sociétés qui semblaient vendre à la Russie. La société, a-t-il dit, a cessé toutes ses expéditions et opérations en Russie et en Ukraine depuis le début de la guerre et a

mis en place des protocoles rigoureux pour s'assurer qu'elle ne viole pas les sanctions imposées par les États-Unis. Selon les experts du secteur, les ventes directes par les exportateurs chinois ne sont qu'une partie d'un effort plus large visant à se procurer les drones sur les marchés voisins. La reconstitution des stocks de drones, même les plus élémentaires, est devenue aussi cruciale que d'autres nécessités de base, telles que l'achat d'obus d'artillerie et de balles, selon eux.
(I24News, le 22-03-2023)

La Corée du Sud lance la fabrication d'une centaine de drones destinés à l'armée...

La Corée du Sud a décidé de s'équiper de petits drones de reconnaissance semblables aux aéronefs sans pilote nord-coréens qui ont violé son espace aérien à la fin de l'année dernière. Selon la nouvelle annoncée aujourd'hui par l'armée sud-coréenne, l'Agence pour le développement de la défense (ADD) a passé une commande en urgence au début de ce mois afin de faire fabriquer cent « petits drones bas de gamme » et les équipements nécessaires pour les lancer et les contrôler à distance. Le drone en question devrait mesurer moins de deux mètres de long pour moins de trois mètres de large avec une masse maximale au décollage de 17 kg. Il sera équipé d'une caméra embarquée et un dispositif de stockage de données. Ce projet prévoit un budget de 3,2 milliards de wons, soit 2,3 millions d'euros. La livraison devrait se dérouler avant la fin du mois de juillet. Le gouvernement précédent avait déjà examiné un projet similaire. Mais il restait réticent à une telle idée parce qu'il ne voyait pas l'intérêt dans le développement de petits drones bas de gamme dont le déploiement au-delà du 38e parallèle risquait de violer le traité d'armistice toujours valable entre les deux Corées. Sous l'administration Yoon Suk-yeol, l'armée a finalement changé d'avis. Il s'agit de combler un vide révélé dans la défense aérienne. Pour rappel, cinq drones provenant du Nord ont violé l'espace aérien sud-coréen, le 26 décembre dernier, et l'un d'entre eux a survolé jusqu'à la zone d'exclusion aérienne, appelée P-73, au-dessus des environs du siège présidentiel de Yongsan, en plein cœur de Séoul.
(KBS World Radio, le 24-03-2023)



Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence

www.isabel-intelligence.org

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)

www.cf2r.org

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)
12/14 rond-point des Champs Elysées - 75008 Paris - 01 53 53 15 30